

19 août 1997, Saguenay

Allocution à l'occasion de la XIVe Conférence des peuples de langue française

Monsieur le Maire,

Messieurs les membres du corps diplomatique,

Mesdames les Présidentes et Monsieur le Président,

Monsieur le chef du Bloc Québécois,

Mesdames et messieurs les députés-es,

Distingués invités,

Je dois d'abord vous exprimer le plaisir qui est le mien de vous accueillir, tous, au Québec et particulièrement dans la grande région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Je suis d'autant plus honoré, que nous nous trouvons dans la circonscription de Jonquière, que j'ai le privilège de représenter à l'Assemblée nationale.

Je salue l'initiative des organisateurs de la conférence de faire participer et de sensibiliser les jeunes aux défis de la francophonie et au rôle incontournable de vigilance et de dynamisme qui leur est dévolu.

Cette conférence des peuples de langue française se réunit alors qu'a débuté un peu partout, notamment à Paris, sur la Tour Eiffel, le compte à rebours qui nous amènera à la fin du millénaire. On sent, aux quatre coins du globe, une certaine accélération des phénomènes sociaux et économiques et un partage planétaire des préoccupations, des espoirs et des craintes. Une chose est désormais certaine : lorsque le vingtième siècle cédera la place au vingt-et-unième, notre monde aura vécu une irrésistible mondialisation des échanges économiques, culturels et politiques. Quiconque, aujourd'hui, voudrait y échapper mènerait un combat d'arrière-garde.

La question qui se pose à nous, peuples francophones, comme aux autres peuples du monde, n'est donc pas de savoir si nous sommes pour ou contre la mondialisation. Elle est là, incontournable. La question est de savoir si nos identités, notre patrimoine, pourront émerger encore plus forts de cette mondialisation, ou s'ils seront emportés par elle. Il ne faut donc pas se tromper de combat, et il faut éviter les pièges qui nous sont tendus. Car il se trouve que la mondialisation exerce des charmes indéniables et paradoxaux. Le rêve d'un monde sans frontière, uni par une lingua franca, dont les échanges se nouent à haute vitesse, nous promet un monde en apparence meilleur où les cultures, les traditions et les religions ne feraient plus, selon certains, obstacle à l'universelle aspiration au bonheur. Mais qu'aurions-nous alors à nous dire, de Singapour à Montréal, si nous avions la même culture et la même langue, une seule littérature, consommions les mêmes produits, mangions dans les mêmes restaurants et écoutions les mêmes émissions ? Sans la diversité, il n'y a pas d'échange qui vaille. Sans originalité, il n'y a rien de neuf. Et sans le double point d'ancrage de la culture et de l'histoire, il n'y a pas d'identité.

C'est pourquoi la condition d'une mondialisation réussie est justement la préservation et le renforcement de la diversité des identités et des cultures. Il n'y a de débats constructifs qu'entre des personnalités fortes, et le patrimoine mondial ne peut que s'appauvrir de la course au plus petit dénominateur commun. Il faut au contraire l'enrichir de contributions dont la qualité dépend, le plus souvent, de l'enracinement.

La diversité des langues et des cultures est aujourd'hui et doit demeurer demain une donnée fondamentale de l'humanité. Or, Paul Valéry lui-même nous a prévenus : cette diversité est mortelle. Nombreux sont aujourd'hui les pays qui doivent déployer des efforts de plus en plus soutenus pour sauvegarder leur langue et leur culture.

La géopolitique a poussé le Québec à s'éveiller rapidement à cette exigence. Son appartenance à l'empire britannique, puis son voisinage avec le cœur de l'empire américain l'ont vite convaincu que le sort de la langue française en Amérique, minoritaire et menacée d'assimilation partout autour d'elle, dépendait de la mobilisation des Québécois et de l'intervention de leur État.

Il y a 20 ans ce mois-ci, le gouvernement de René Lévesque mettait en vigueur la Charte de la langue française, la loi 101, et donnait à l'histoire culturelle et linguistique du Québec un coup de barre historique : désormais, il y aurait le français au travail pour tous ; le français dans les soins de santé et dans les services publics et privés ; et le français dans l'affichage commercial.

Sans cet acte de volonté et de courage politiques, où en serions-nous aujourd'hui ? On peut penser que, surtout dans la région de Montréal, l'ensemble du travail se ferait en anglais : dans la recherche, dans de grands pans de l'enseignement supérieur, économique, scientifique et technique. Et cela nous aurait appauvris. Parce qu'une partie du succès de nos entreprises tant sur le marché américain que sur le marché français, vient justement du fait que nous avons maintenu la capacité linguistique et culturelle de nous abreuver aux sources francophones et de faire, entre l'Amérique et la francophonie, une synthèse, originale, qui acquiert donc une valeur ajoutée.

En informatique, en médecine et en produits pharmaceutiques, en aérospatiale, en télécommunication ou en matériel roulant, dans tous ces secteurs de l'économie nouvelle où le Québec se mesure aux meilleurs concurrents mondiaux, notre avantage réside, en partie, dans le fait que nous réfléchissons en francophones, avec un bagage scientifique, culturel et technique, différent, et qui enrichit ce qui se fait ailleurs sur le continent. À l'inverse, notre familiarité avec les processus américains nous donne parfois un avantage sur les marchés francophones européens.

Sans parler de l'extraordinaire production québécoise qui tire une partie de son énergie de la rencontre quotidienne de deux personnalités fortes, la personnalité québécoise francophone et la personnalité nord-américaine anglophone.

Demain, si nous voulons une mondialisation réussie, la condition essentielle réside dans la diversité des peuples et des cultures. Il nous incombe donc, à nous, francophones, comme à nos amis hispanophones et lusophones qui prennent conscience de ces enjeux et aux autres groupes culturels, y compris anglophones, de commencer à réfléchir sérieusement

aux orientations qu'il faut prendre, aux gestes à poser, pour que cette condition se réalise. Le combat pour la diversité, le Québec l'a mené, notamment par sa législation linguistique exemplaire en ce qu'elle concilie la promotion de la langue commune du Québec et les droits de la communauté anglophone et des nations autochtones. Le Québec a aussi porté ce combat hors de ses frontières. Il a été l'un des promoteurs les plus enthousiastes de la Francophonie depuis ses tout débuts.

Cette institution internationale originale associe maintenant à la même œuvre près d'une cinquantaine de nations et d'États qui ont le français en partage. La Francophonie représente plus qu'un club sélect réunissant au sommet des chefs d'État et de gouvernement. Par ses ambitions, par les liens qu'elle raffermi entre des peuples d'Occident, d'Orient, du Nord et du Sud, elle encourage la diversité des patrimoines culturels qui se rejoignent autour d'une langue commune.

La Francophonie se décline au futur. Elle sera de tous les enjeux planétaires. Il faut que ce patrimoine commun, qu'est la langue française, puisse continuer d'exprimer, avec génie, toutes les nuances du monde. La langue française doit être de tous les combats, de toutes les explorations, de toutes les avancées, de toutes les créations. Elle doit servir de clé pour accéder à de nouvelles connaissances et de nourriture pour alimenter nos réflexions sur un siècle tout neuf.

Car c'est à la Francophonie qu'il appartient de faire entrer le français dans le nouveau siècle. Je suis heureux que ce soit à Montréal qu'ait eu lieu ce printemps la première rencontre internationale francophone des ministres responsables de l'inforoute. Cette rencontre a donné une impulsion nouvelle à nos actions en ce domaine. Le véritable enjeu pour nous Francophones est de faire en sorte qu'émerge un espace qui nous soit propre et qui, par la qualité de ses sites, la diversité des cultures et des savoirs qui s'y côtoient, par la multiplicité de ses usages, soit un véritable lieu de communications et de création, propice à l'établissement de réseaux et de communautés d'appartenance. Cet espace est en train de naître, mois après mois, et les efforts déployés par la Francophonie me rendent très confiant à cet égard.

La diversité s'exprime aussi par la manière dont chaque nation démocratique s'efforce de faire coexister l'économie de marché et la justice sociale. Le Québec, pour sa part, possède une économie mixte de marché qui laisse aux acteurs une grande part d'autonomie. Néanmoins, il reconnaît à l'État un rôle d'impulsion, de régulation et de redistribution. Et l'économie sociale y joue un rôle de complément indispensable de l'économie de marché. Le Québec croit aux vertus des libertés économiques ; son adhésion à l'ALÉNA en témoigne. Mais il croit aussi à celles de la concertation sociale et au rôle imprescriptible de l'État en éducation, en santé, et pour le développement de l'enfant.

C'est le signe que la mondialisation ne doit pas être qu'économique. Le politique doit affirmer son rôle. Là encore, le Québec a voulu lancer cette discussion en organisant, en septembre dans notre capitale, la première conférence des parlementaires des Amériques. Alors que nous nous dirigeons vers un marché commun de la terre de Baffin à la Terre-de-Feu, alors que nos entreprises et nos financiers se parleront de plus en plus, il nous a semblé que les législateurs doivent lancer entre eux un dialogue nouveau. À Québec en septembre, francophones, anglophones, hispanophones et lusophones d'Amérique pourront de concert

s'intéresser au contenu culturel, social et environnemental de la mondialisation, plutôt que de la subir. Car nous voulons une mondialisation au service des peuples, et non des peuples au service de la mondialisation.

Une conclusion s'impose, pour nous Québécois. Quelle organisation politique permet le mieux d'exprimer une personnalité forte ? Quel véhicule politique donne le droit de participer au concert de la mondialisation, dans les principaux lieux de débat et de décision ? La souveraineté, bien sûr. Lorsqu'on a autant le goût et la capacité de participer à la conversation des langues, des cultures, des économies et des nations, pourquoi voudrait-on utiliser un intermédiaire qui ne reconnaît même pas notre existence comme peuple ? J'évoquais tout à l'heure le compte à rebours vers le prochain millénaire. Au Québec, ce compte à rebours revêt une autre signification. C'est le compte à rebours vers notre souveraineté.

Le gouvernement et le peuple québécois sont en train, pas à pas, de se préparer à cette échéance. En construisant une économie plus solide, des finances équilibrées, une solidarité sociale renouvelée, une langue plus vivante et mieux parlée, nous préparons nos forces pour notre accession à la souveraineté.

Devant nous, des fédéralistes d'Ottawa, tournent le dos aux principes démocratiques et se déconsidèrent aux yeux des Québécois et du monde. Démocrates, tolérants, ouverts sur le monde, les femmes et les hommes du Québec décideront ensemble, souverainement, de leur avenir. Et c'est en pays souverain, si le peuple québécois en décide ainsi, que nous entrerons dans le troisième millénaire.

Merci.